



# DIAPOL-CE – Projet Dialogue politique et gestion des connaissances sur les stratégies à faibles émissions

## Le context

Dans les prochaines décennies, l'accroissement de la population des pays d'Afrique et d'Asie occidentale, sollicitera une demande plus accrue en matière d'énergie et de ressources. Dans les pays producteurs de pétrole et de gaz, la consommation d'énergie sera également stimulée par la baisse des prix de l'énergie due aux subventions accordées aux combustibles fossiles. Par conséquent, les émissions de gaz à effet de serre continueront d'augmenter et la charge sur les écosystèmes et les ressources naturelles connaîtront également une croissance notable. Certains pays d'Afrique subsaharienne à croissance économique dynamique investissent massivement dans le développement des infrastructures associées. Ces investissements impactent sur leur économie et constituent à la fois des voies essentielles pour le développement durable à forte ou à faible intensité d'émission. Pour rappel, en signant l'Accord de Paris sur le climat et en soumettant des Contributions nationales déterminées (NDC), les gouvernements des pays se sont engagés à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de transition vers une économie durable à faible intensité de carbone.

Les objectifs de la politique climatique n'ont joué qu'un rôle mineur dans la planification macro-économique et sectorielle des pays d'Afrique et d'Asie occidentale. Différents pays ont commencé à développer des mécanismes de financement et à mettre en œuvre des mesures de réduction des émissions dans le secteur de l'énergie et dans d'autres domaines. Toutefois, les impacts énergétiques et économiques n'ont guère été évalués jusqu'à présent. Les stratégies climatiques et énergétiques qui identifient les potentielles voies de développement vers une économie à faibles émissions et un système énergétique durable manquent encore de cohérence, de perspective à long terme et de structures de mise en œuvre

## Objectif du projet

Le projet contribue à la diffusion régionale et suprarégionale des approches en matière de politiques climatique et énergétique. Les ambitions du projet de renforcer les décideurs politiques et les institutions responsables dans la conception systématique et la mise en œuvre avec succès des politiques climatiques intégrées et ambitieuses. Cela se traduit sous forme de stratégies de réduction des émissions et d'adaptation. Le projet contribue également à la planification et à la mise en

Intitulé du projet	Dialogue politique et gestion des connaissances sur les stratégies de réduction des émissions de carbone
Réalisé à la demande du	Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMU)
Organisation	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Pays	Algérie, Iran, Jordanie, Maroc, Tunisie, États du Golfe, Sénégal, Ouganda, Rwanda
Durée globale	03/2014 – 12/2022

œuvre de mesures ambitieuses d'atténuation et d'adaptation dans les pays partenaires et les appuie dans l'intégration de ces dernières dans leurs objectifs respectifs de PND. Sur le long terme, cela permet de soutenir la transformation en économies à faibles émissions et résistantes.

## Approche du projet

Les conseils sur le renforcement des politiques climatiques et énergétiques sont basés sur les besoins et les développements actuels des pays et sont fournis en coordination avec les partenaires politiques des pays cibles. Le projet développe des instruments appropriés pour atteindre les objectifs d'atténuation et d'adaptation des sous-secteurs identifiés par les pays et accompagne leur mise en œuvre.

L'équipe du projet coopère avec les institutions nationales des pays partenaires respectifs pour la mise en œuvre des activités afin de pérenniser les connaissances et l'expérience dans les structures locales. Une étroite collaboration avec des organisations régionales, tels que la Ligue arabe et les réseaux régionaux, favorise également les échanges transfrontaliers entre les milieux politiques, les entreprises et la société civile.

## Domaines d'intervention du projet

Le projet a un statut de conseiller en :

- Ayant un regard sur les stratégies d'atténuation et d'adaptation,

On behalf of:



Federal Ministry  
for the Environment, Nature Conservation  
and Nuclear Safety

of the Federal Republic of Germany

- Identifiant les technologies et les solutions respectueuses du climat,
- Encourageant les initiatives régionales,
- Diffusant des informations sur les mesures efficaces dans des domaines de travail déterminés.

Pour exemple, le Maroc et la Tunisie ont déjà développé des scénarios énergétiques à long terme pour soutenir des stratégies énergétiques à moyen et long terme.

Le projet soutient le développement de l'approche climat-énergie-économie pour analyser l'impact du développement des énergies renouvelables et de l'amélioration de l'efficacité énergétique sur différents secteurs à travers l'utilisation des modèles, dans la formulation des stratégies de développement à faible émission. IL participe au renforcement des capacités et à l'élaboration des bases d'une politique climatique et énergétique fondée sur des preuves à travers l'appui d'un réseau interdisciplinaire de chercheurs travaillant sur des thématiques de modélisation. Le projet a également publié une étude analysant le statu quo, les plans et les motivations en matière de production d'électricité à partir du charbon dans six pays de la région MENA. Différents scénarios pour un pays synthétique ont été modélisés, illustrant les impacts du charbon sur les émissions et l'électricité totale.

En guise d'exemple, le projet soutient en Iran des stratégies d'adaptation axées sur la mise en œuvre d'une gestion intégrée de l'eau (eaux usées) dans un bassin fluvial sélectionné. Il y travaille en parfaite synergie avec ses partenaires locaux pour développer des concepts de gestion durable des bassins fluviaux. Parallèlement, des experts d'Iran et d'Afghanistan se familiarisent avec les aspects de la gestion des eaux transfrontalières dans le contexte du changement climatique, à travers la participation de formations virtuelles.

En termes de conseils techniques et économiques sur l'utilisation de technologies innovantes, le projet aide à l'amélioration et au financement des technologies liées au climat. Concrètement, il finance des formations pour les décideurs du secteur financier dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'analyse des risques (Initiative de Développement des Capacités Bancaires Vertes). De cette manière, les institutions financières peuvent mieux évaluer les propositions de projets, les plans d'affaires et les concepts technologiques.

#### Impressum

**Publisher:**  
Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

**Contract:**  
Anita Richter

Köthener Str. 2  
10963 Berlin  
T +49 30 33 84-24-280  
F +49 30 33 84 24-22280  
E [anita.richter@giz.de](mailto:anita.richter@giz.de)  
<http://www.giz.de>

Berlin, 2021

Dans le cadre des initiatives politiques régionales, le projet soutient le Département de l'énergie de la Ligue arabe (LAS) ainsi que son bras technique, le Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CREEEE), afin de mettre en œuvre la stratégie panarabe pour l'énergie durable. En effet, douze pays membres de la LEA ont été soutenus dans la préparation de leurs plans d'action nationaux pour le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Les formations qui leur sont proposées ont pour but de renforcer les connaissances dans les structures locales. Les contributions du secteur de l'énergie aux contributions nationales déterminées (NDC) à l'Accord de Paris sur le climat peuvent être mieux évaluées grâce à une étude régionale et à un outil de suivi. L'intégration des politiques climatiques et énergétiques fut renforcée par des événements et des formations conjointes d'experts en climat et en énergie des pays membres de la LEA.

En dernier lieu, le projet organise des formations régionales et des partages d'expériences et de connaissances sur les mesures d'efficacité énergétique.

DIAPOL-CE a publié une étude visant à analyser et à évaluer la pertinence des mesures innovantes d'efficacité énergétique, des instruments visant à promouvoir l'efficacité énergétique dans la région MENA, en se concentrant sur cinq pays différents.

En Jordanie, des réseaux régional et sectoriel d'efficacité énergétique ont été mis en place avec la Chambre d'industrie Jordanienne. Ces alliances d'entreprises (l'une pour la Jordanie Centrale et l'autre pour l'industrie alimentaire) soutiennent la coopération et favorisent le partage d'expériences et de compétences en matière d'efficacité énergétique entre ces dernières.

En perspective, un échange sur la politique climatique sera lancé avec les États du Golfe et sera axé sur les défis du groupe des pays dans le domaine de la gestion durable de l'eau et de la diversification de l'économie basée sur le pétrole et le gaz.

Afin d'assurer l'efficacité des expériences dans la durabilité, le projet s'est aussi engagé dans la gestion des connaissances et les programmes régionaux à forte potentialité de réussite tout en rendant les activités desdits programmes accessibles aux projets IKI du monde entier. Dix [cas de bonnes pratiques](#) ont été sélectionnés dans ce cadre. En matière de partage et de vulgarisation, [un bulletin d'informations](#) sur la politique climatique et énergétique allemande et européenne est publié tous les trimestres à l'intention des experts d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale.

Commissioned by: German Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety (BMU)

Stresemannstraße 128-130  
10117 Berlin

Photos:  
Pixabay

<https://www.giz.de/de/weltweit/32164.html>  
<https://www.giz.de/de/mediathek/newsletter.html>

Responsibility for the content of this publication lies with the GIZ